

Les réponses des candidats - Charente

7 juin 2017

France/Palestine/Israël 4 questions-clés pour les candidats

Martine Boutin, France Insoumise, 1^{re} circonscription :



La réponse des candidates EELV :

1^{re} circonscription, Odile Achard

2^e circonscription, Pascale Lacourarie

1) Défendrez-vous la liberté d'expression pour les Citoyens et associations solidaires du Peuple Palestinien, notamment le droit d'appeler au BDS (Boycott, Désinvestissement-Sanctions) et de le pratiquer ?

L'occupation des Territoires Palestiniens par les Israéliens a un nom : la colonisation. Elle constitue le

blocage essentiel à toute avancée vers un Etat Palestinien. Dans ces conditions le Boycott des Investissements français en Israël, comme le fut en son temps le boycott du régime d'apartheid en Afrique du Sud, nous apparaît comme un moyen de pression légitime auquel plusieurs de nos adhérents ont participé et continuerons de le faire.

2) Combattrez-vous toute complicité de la France (Etat et Entreprises) avec la colonisation du Territoire Palestinien occupé ?

BDS fait partie de ce combat. Notre réponse sur BDS indique que notre « oui » à cette question est sans ambiguïté !

3) Demanderez-vous au gouvernement d'exercer les pressions nécessaires pour obtenir la levée du blocus de Gaza ?

Quel que soit le jugement que l'on porte sur le Hamas, il constitue aujourd'hui le gouvernement légitime de Gaza. A Gaza, dans une prison à ciel ouvert, le peuple palestinien vit une oppression inadmissible et notre réponse est donc oui !

A quand le blocus sur l'Arabie Saoudite qui entretient des réseaux terroristes ?

4) Demanderez-vous au gouvernement l'application des résolutions votées en 2014 par l'Assemblée nationale et le Sénat sur la reconnaissance Palestinien ?

Dans son programme pour les Présidentielles EELV écrit « Relancer le partenariat euro-méditerranéen , avec en priorité le règlement du conflit israélo-palestinien (source du discrédit occidental face à la non-application du droit international et du « deux poids deux mesures. »... ». Pour sortir de l'hypocrisie occidentale il faut reconnaître l'État Palestinien.

Djillali Mérioua, société civile, « dissident PS » candidat à Angoulême :

Question N°1 : Défendrez vous la liberté d'expression pour les citoyens,et associations solidaires du peuple palestinien, notamment le droit d'appeler au BDS (Boycott-Desinvestissement-Sanctions) et de le pratiquer ?

Je défend résolument le droit pour toute association et pour tous les citoyens à une libre expression de leur désaccord et de leur opposition à une politique contraire aux droits humains. Je défend et j'approuve le recours au BDS afin d'aider des populations et des peuples à retrouver leur dignité. J'affirme mon droit à boycotter les produits en provenance d'états qui ne respectent pas les droits fondamentaux des peuples.

Question N°2 Combattrez vous toute complicité de la France (Etat et entreprises) avec la colonisation israélienne du Territoire palestinien occupé ?

La colonisation par Israel du Territoire Palestinien est illégal et contraire à toutes les règles du droit international.Se rendre complice de cette colonisation, par quelque biais que ce soit, est insupportable. Je dénoncerai systématiquement ces pratiques en interpellant le gouvernement chaque fois que j'en aurai connaissance et j'exigerai que les entreprises cessent toute activité commerciale ou industrielle en lien avec les colonies installées illégalement en territoire palestinien.

Question N°3 Demanderez vous au gouvernement d'exercer les pressions nécessaire pour obtenir la levée du blocus de Gaza ?

Le Blocus de Gaza est une ignominie. L'état israélien a pris en otage une population civile de 1 500 000 hommes, femmes et enfants enfermée dans une prison de quelques centaine de km2. Lors du siege de Sarajevo par la Serbie, la France n'a pas hésité à s'engager politiquement et militairement pour libérer

cette ville. Aujourd'hui Gaza vit un calvaire similaire depuis 2007. Je m'engage à interpeller aussi longtemps que nécessaire le gouvernement s'il ne fait pas les pressions diplomatiques et politiques pour que cesse cette situation abominable.

Question N°4 : Demanderez vous au gouvernement l'application des résolutions votées en 2014 par l'Assemblée Nationale et le Sénat sur la reconnaissance de l'Etat palestinien ?

Alors que 135 pays reconnaissent déjà l'état de Palestine, malgré le vote en décembre 2014 par les deux chambres d'une résolution demandant la reconnaissance de la Palestine en tant qu'état, le gouvernement Français n'a toujours pas donné suite à la requête des élus de la Nation. C'est pourtant l'un des moyens de faire pression sur l'état Israélien. Je demanderai au gouvernement de reconnaître formellement l'état Palestinien.

Vincent YOU, Candidat Divers droite 1^{re} circonscription :

En réponse à vos questions et en soutien à votre action, je tiens à vous assurer de ma profonde mobilisation pour la cause palestinienne.

Ayant eu par deux fois l'occasion d'y faire un voyage, je reste marqué par mon dernier passage mi-avril 2017. J'ai notamment eu l'occasion de rencontrer Vera Baboun et ce souvenir illumine mon engagement sur ce sujet.

Le mur qui sépare si violemment les deux peuples me semble être une agression source de conflits.

Je suis donc favorable à une action politique déterminée et constante pour permettre à deux Etats de vivre enfin dans la paix et le respect.

Pour vos questions :

1/ réponse Oui !

2/ je ne suis pas très à l'aise avec la formulation de la question mais je suis favorable à une action diplomatique claire pour stopper la poursuite de l'extension israélienne

3/ oui, c'est absolument impératif

4/ je suis favorable à la reconnaissance de l'Etat palestinien, je ne connais pas les résolutions en question.

Nathalie Jabli, candidate France Insoumise 2^e circonscription :

Question 1 :

Je défendrai la liberté d'expression en tant que droit fondamental y compris donc, dans le cadre de BDS. Dans la mesure où l'état d'Israël bafoue le droit international en poursuivant sa politique de colonisation, j'estime que les citoyens et associations sont tout à fait légitimes à mener la lutte y compris par l'appel au boycott.

Question 2 :

Oui, je la dénoncerai et je la combattrai. Les intérêts commerciaux ne sont pas au-dessus des lois et des droits des peuples.

Question 3 :

Oui, j'agirai à l'Assemblée pour réunir tous les soutiens qui feront pression sur le gouvernement pour qu'il obtienne la levée du Blocus. Aussi longtemps qu'il le faudra.

Question 4 :

Oui, je demanderai, comme toutes et tous les députés insoumis, l'application des résolutions de 2014. La France doit reconnaître l'Etat palestinien pour permettre l'application des résolutions de l'ONU : un Etat viable et indépendant dans les frontières de 1967, souveraineté du peuple palestinien.

- **Emplacement** : Vous êtes ici : Accueil > Agir > Campagnes > Campagnes passées > Législatives 2017 : questionnez vos candidats > Elections législatives 2017 - Les réponses des candidats >

- Adresse de cet article : <https://plateforme-palestine.org/Les-reponses-des-candidats-Charente>